

## **Le Parti socialiste des Côtes d'Armor dénonce la violence sociale et l'inefficacité du budget 2026**

Après des semaines à dramatiser la situation budgétaire du pays et à poser le chiffre de 40 milliards comme un fétiche, le Premier ministre vient de rendre ses arbitrages budgétaires. **À tous égards le cumul des mesures annoncées aura des conséquences graves sur le pouvoir d'achat des ménages, ainsi que sur les services publics de proximité.**

Par ailleurs, **la suppression du 8 mai, célébrant la victoire contre le nazisme, est une faute morale et historique.**

Chacun le sait, un budget est fait de dépenses et de recettes. **Depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, le choix a été fait de sacrifier 60 à 65 milliards de recettes fiscales par an, aux bénéfices des plus grandes fortunes du pays et de multinationales qui payent, en proportion, bien moins d'impôts que les TPE-PME qui font la richesse et le dynamisme de nos territoires.**

Les 43,8 milliards d'euros d'économies annoncées hier par le Premier ministre sont injustement réparties et seront économiquement désastreuses :

- En supprimant deux jours fériés et en gelant les barèmes de l'impôt sur le revenu, **c'est le travail qui est une nouvelle fois pénalisé. « Travailler plus pour gagner moins » est le triste slogan de ce budget 2026.**
- **Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite** aura des conséquences directes et immédiates, singulièrement dans les territoires ruraux et les petites villes : **moins d'enseignants dans nos écoles, moins de soignants dans nos hôpitaux, moins de gendarmes et de policiers dans nos commissariats.**
- La mise en place d'une année blanche revient à faire payer l'ensemble des bénéficiaires de la solidarité nationale, à commencer par **les retraités dont le pouvoir d'achat va s'écrouler.**
- Les mesures d'économies sur le plan social (plafonnement des remboursements, hausse des franchises médicales, réformes des affections de longue durée) détricotent le principe même de la solidarité nationale, en faisant payer le prix de leur maladie aux malades.
- **Le sort réservé aux collectivités locales** va conduire à **moins de services publics de proximité**, tout en **fragilisant les écosystèmes productifs**, notamment les TPE-PME qui bénéficient de l'investissement des collectivités locales et de la commande publique.

Le Parti Socialiste est pleinement conscient de la situation budgétaire du pays. L'urgence est à l'action pour retrouver les recettes abandonnées par les gouvernements successifs depuis 2017. Pour améliorer les recettes de l'État, un chemin juste existe : par la réforme de la fiscalité sur les gros patrimoines, sur les multinationales, et par l'accroissement de la progressivité de la fiscalité des revenus.

*Antoine Ravard, Premier secrétaire fédéral  
Samuel Carpin, secrétaire fédéral au budget et aux finances publiques*